



**RSM France**

**Bureau de Nantes**

18 avenue Jacques Cartier  
BP 30266  
44818 Saint-Herblain Cedex  
France  
T +33 (0)2 51 83 30 30

[www.rsmfrance.fr](http://www.rsmfrance.fr)

**FONDATION DE COOPERATION SCIENTIFIQUE –  
INSTITUT DE RECHERCHE TECHNOLOGIQUE JULES VERNE**  
Siège social : 1 Mail des 20 000 lieues - 44340 BOUGUENAIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**  
Exercice clos le 31 décembre 2025

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Administrateurs,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Fondation de Coopération Scientifique Institut de Recherche Technologique Jules Verne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03 exposées dans la note « 1.2. Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Administrateurs.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Herblain, le 23 avril 2026

Le commissaire aux comptes

**RSM France**

Société de Commissariat aux Comptes Membre  
de la Compagnie Régionale de Paris

Signé par Yohann Boudaud  
Le 23 avr. 2026



doc\_rD1O  
tx\_DMMgO7nqwWJ4

**Yohann BOUDAUD**

Associé



## Bilan ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
<b>ACTIF</b>				
<b>Frais d'établissement (I)</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais de développement				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
Concessions, brevets et droits similaires	883 772	827 401	56 371	82 489
Immob. en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains				
Constructions	255 377	166 913	88 464	74 175
Installations techniques, matériel et outillage	17 008 642	16 502 662	505 980	1 207 698
Autres immobilisations corporelles	2 017 872	1 456 595	561 277	595 917
Immob. en cours, avances et acomptes	301 178		301 178	498 310
<i>Biens reçus par legs/donat° dest. à être cédés</i>				
<b>Immobilisations financières :</b>				
Participations	10 000		10 000	10 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	252 303		252 303	
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 575		5 575	6 484
<b>Total Actif immobilisé (II)</b>	<b>20 734 720</b>	<b>18 953 571</b>	<b>1 781 148</b>	<b>2 475 073</b>
<b>Stocks et en-cours</b>	<b>142 270</b>		<b>142 270</b>	<b>294 454</b>
<b>Créances :</b>				
Créances clients, usagers et cptes rattachés	5 328 806	37 010	5 291 797	6 559 549
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres créances	14 088 252		14 088 252	11 892 343
Charges constatées d'avance	636 025		636 025	535 202
<b>Valeurs mobilières de placement :</b>	<b>2 006 363</b>		<b>2 006 363</b>	<b>1 005 142</b>
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	15 404 220		15 404 220	11 382 819
<b>Total Actif circulant (III)</b>	<b>37 605 936</b>	<b>37 010</b>	<b>37 568 926</b>	<b>31 669 509</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Prime de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion / Diff. d'évaluation (VI)				
<b>TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>58 340 656</b>	<b>18 990 581</b>	<b>39 350 075</b>	<b>34 144 582</b>

## Bilan PASSIF

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
<b>PASSIF</b>		
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise :</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>
Fonds propres statutaires	1 000 000	1 000 000
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise :</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Ecarts de réévaluation</b>		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	4 345 521	3 793 616
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>309 308</b>	<b>551 905</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>5 654 829</b>	<b>5 345 521</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	334 239	542 013
Provisions réglementées		
<b>Total des capitaux propres (I)</b>	<b>5 989 068</b>	<b>5 887 534</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total des fonds reportés et dédiés (II)</b>		
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	2 588	35 764
Provisions pour charges	419 364	374 059
<b>Total des provisions (III)</b>	<b>421 952</b>	<b>409 823</b>
<b>Dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 772 379	6 482 389
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 371 245	3 167 272
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	79 819	47 754
Autres dettes	367 633	699 485
Produits constatés d'avance	23 347 978	17 450 326
<b>Total des dettes (IV)</b>	<b>32 939 054</b>	<b>27 847 225</b>
Ecarts de conversion / Diff. d'évaluation (V)		
<b>TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)</b>	<b>39 350 075</b>	<b>34 144 582</b>
Dont dettes et produits constatés d'avance à plus d'un an:	8 024 443	
Dont dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an:	24 914 611	

## Compte de Résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
<b>Produits d'exploitation</b>		
<i>Cotisations</i>		
<i>Ventes de biens et de services</i>	10 407 172	13 619 704
<i>Ventes de biens</i>		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
<i>Ventes de prestations services</i>	10 407 172	13 619 704
<i>Dont parrainages</i>		
<i>Produits de tiers financeurs</i>	12 153 267	12 666 430
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	12 153 267	12 666 430
<i>Versements des fondateurs ou conso. de la dot. consommable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
<i>Dont Dons manuels</i>		
<i>Dont Mécénats</i>		
<i>Dont Legs, donations et assurances-vie</i>		
<i>Contributions financières</i>		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	106 696	173 461
Produits des cessions d'immobilisations	820 001	
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	8 767	
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>23 495 904</b>	<b>26 459 596</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	8 663 633	11 982 484
<i>Aides financières</i>		
Impôts, taxes et versements assimilés	975 025	912 416
Salaires	8 031 739	7 775 780
Cotisations sociales	3 545 529	3 415 221
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 943 741	3 518 737
Dotations aux provisions	47 040	59 589
Valeurs comptables des immobilisations cédées	251 645	
<i>Reports en fonds dédiés</i>		
Autres charges	8 767	11 755
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>23 467 121</b>	<b>27 675 983</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>28 783</b>	<b>-1 216 387</b>
<b>Produits financiers</b>		
De participation	45 974	107 241
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.	2 301	
Autres intérêts et produits assimilés	312 058	412 257
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change	6	1 944
Produits des cessions d'éléments financiers		
Produits nets / cessions VMP et Instruments de trésorerie		
<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>360 339</b>	<b>521 441</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		1 668
Différences négatives de change	1 712	4 650
Valeurs comptables des immo. financières cédées		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
<b>Total des charges financières (IV)</b>	<b>1 712</b>	<b>6 318</b>

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>358 628</b>	<b>515 123</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>387 410</b>	<b>-701 264</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		1 414 816
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		25
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		<b>1 414 791</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		112 165
Impôts sur les bénéfices (VIII)	78 102	49 456
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>23 856 243</b>	<b>28 395 852</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>23 546 935</b>	<b>27 843 947</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>309 308</b>	<b>551 905</b>

## Annexe

---

## Préambule

---

Créé le 5 mars 2012 à l'initiative de partenaires institutionnels, industriels et académiques en réponse à un appel à projets de l'Etat dans le cadre des Investissements d'avenir, l'Institut de Recherche Technologique Jules Verne (IRT Jules Verne) est un centre de recherche mutualisé constitué sous la forme d'une fondation de coopération scientifique, dont l'activité est dédiée aux technologies avancées de production (ou « Manufacturing »).

L'IRT Jules Verne a pour ambition de renforcer la compétitivité des usines en France, par l'accélération de l'innovation et du transfert technologique dans l'industrie, en proposant des prestations d'accompagnement, de transfert et de recherche collaborative sur la thématique des procédés de fabrication.

Avec ses partenaires industriels et académiques, l'IRT Jules Verne travaille à la maturation de technologies innovantes sur 5 thématiques de recherche :

- La Mobilité dans l'espace industriel
- La Flexibilité de la production
- Les Technologies d'assemblage et de soudage
- Les Procédés de formage et préformage
- Les Procédés de fabrication additive.

En combinant 5 expertises technologiques complémentaires, l'IRT Jules Verne offre un accès à des compétences de haut niveau, des équipements industriels de pointe et des démonstrateurs industriels à l'échelle :

- Modélisation & simulation
- Procédés matériaux composites
- Procédés matériaux métalliques
- Robotique & cobotique
- Surveillance, inspection et contrôle procédés

Les enjeux industriels au cœur de son activité sont les suivants :

- Réduire le temps et le coût de développement des procédés de fabrication
- Améliorer la performance des procédés de fabrication de structures complexes
- Monitorer l'outil de production pour mieux maîtriser les procédés et diagnostiquer la qualité des produits
- Réduire les coûts de contrôle et de maintenance
- Développer des procédés flexibles, agiles et reconfigurables
- Optimiser le déploiement de robots en environnement industriel complexe.

Pour ce faire, l'IRT Jules Verne bénéficie d'un soutien financier socle de l'Etat conventionné avec l'Agence Nationale de la Recherche (ANR).

L'IRT Jules Verne est cofinancé par ses membres, partenaires et clients industriels, pour la réalisation de projets de recherche collaboratifs, de prestations de recherche contractuelle ou de transfert.

L'IRT Jules Verne participe à des projets de recherche financés par l'Union européenne ou par d'autres opérateurs de l'Etat dans le cadre d'appels à projets.

La Fondation est accompagnée par les collectivités territoriales sur la base de conventions ad hoc pour des activités de recherche fondamentale et en soutien à l'investissement dans des équipements de recherche.



## 1. Principes, règles et méthodes comptables

### 1.1. Règles Générales

Les comptes ont été préparés conformément aux principes comptables généralement admis en France selon :

- le Plan Comptable Général – PCG, ou recueil des normes comptables tels qu'issus du règlement ANC n° 2014-03, modifié par le règlement 2022-06 ;
- le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par le règlement 2023-03 du 7 juillet 2023.

Les principes d'établissement des comptes annuels sont les suivants :

- image fidèle
- comparabilité et continuité d'activité
- régularité et sincérité
- prudence
- permanence des méthodes comptables.

Les méthodes comptables sont définies ci-dessous. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en euros.

### 1.2. Changement de méthode comptable

L'IRT Jules Verne a appliqué pour ses comptes clos le 31 décembre 2025 le règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC 2018-06 et le règlement ANC 2022-06 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général. Ces règlements sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025. Cette application est constitutive d'un changement de méthode comptable.

Les principaux effets de l'application du règlement 2022-06 sont les suivants :

- Redéfinition du résultat exceptionnel, recentrée sur les opérations non récurrentes, inhabituelles et significatives ;
- Suppression de la technique du transfert de charges, les produits et charges correspondants étant désormais comptabilisés directement dans les comptes appropriés selon leur nature ;
- Modification du plan de comptes et introduction d'une nouvelle nomenclature, notamment pour assurer la cohérence avec les nouvelles rubriques des états financiers ;
- Refonte des modèles d'états financiers (bilan, compte de résultat et annexes), intégrant de nouvelles rubriques et une présentation plus lisible de l'activité et de la performance.

Conformément aux modalités de première application mentionnées dans le règlement ANC 2022-06, ce changement est appliqué de manière prospective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, avec les impacts suivants :

- Absence de retraitement du résultat 2024 : Les comptes de l'exercice précédent présentés à titre comparatif n'ont pas été retraités selon les nouvelles méthodes de comptabilisation. Le résultat net de l'exercice 2024 reste inchangé. Par exemple, les produits et charges qualifiés d'exceptionnels en 2024 n'ont pas été réanalysés au regard de la nouvelle définition.
- Reclassements de présentation : Aucun reclassement de présentation n'a été effectué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024. Seuls les libellés des lignes des états financiers ont été modifiés, avec un impact automatique pour 2024 pour assurer la conformité avec les nouveaux modèles d'états financiers obligatoires.

- Les principaux changements constatés sur la colonne 2024 sont les suivants :
  - Les charges et produits exceptionnels de l'exercice 2024 sont regroupés respectivement sur les lignes « Charges exceptionnelles » et « Produits exceptionnels ».
  - Les transferts de charges d'exploitation de l'exercice 2024 sont présentés dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ».

L'application des nouvelles règles au cours de l'exercice a conduit aux changements significatifs suivants par rapport aux méthodes antérieures :

- Cessions d'actifs : Les produits de cession d'immobilisations (820 001 €) et les valeurs nettes comptables correspondantes (251 645 €) sont classés en résultat d'exploitation.
- Subventions : La quote-part de subvention d'investissement virée au résultat (152 774 €) est classée en résultat d'exploitation.
- Suppression des transferts de charges : Les charges qui faisaient l'objet d'un transfert sont désormais traitées selon leur nature :
  - Les remboursements de charges de personnel sont crédités au compte 649 « Remboursements de charges de personnel » pour 32 216 €,
  - Les refacturations diverses sont inscrites en chiffre d'affaires ou produits accessoires (compte 708) pour 38 212 €.

### 1.3. Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'IRT Jules Verne, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuits et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les immobilisations sont classées par l'IRT Jules Verne en trois catégories :

- Immobilisations « dédiées » à la réalisation d'un projet de recherche spécifique,
- Equipements « structurants » relevant de la feuille de route technologique de l'IRT, non dédiés à la réalisation d'un projet de recherche en particulier,
- Moyens « mutualisés » destinés au fonctionnement général de l'IRT.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de :

- La période courant depuis la mise en service de l'immobilisation jusqu'à la fin du projet de recherche concerné, pour les immobilisations dédiées.
- La durée d'utilisation prévue, pour les équipements structurants et les moyens mutualisés.

Les principales durées d'utilisation des immobilisations structurantes et des moyens mutualisés s'analysent comme suit :

Catégorie d'immobilisation	Durée
Logiciels bureautiques	1 an
Logiciels scientifiques	1 à 5 ans
Agencement des bâtiments	8 à 10 ans
Equipements industriels et de recherche :	
- à obsolescence rapide	3 à 5 ans
- matériel standard	8 ans



- matériel durable	10 ans et plus
Matériel informatique	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	4 à 8 ans

Une dépréciation est constatée s'il est estimé que les avantages économiques futurs attendus de l'utilisation d'un actif immobilisé et de sa sortie sont inférieurs à sa valeur nette comptable à la clôture.

#### 1.4. Clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Le compte Clients comprend principalement les appels de contribution auprès des membres fondateurs et membres associés de l'IRT Jules Verne en cours de recouvrement d'une part, et les appels de contribution et les participations forfaitaires des partenaires industriels qui ne sont pas des membres de l'IRT.

Les créances douteuses sont dépréciées, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

#### 1.5. Trésorerie

Les disponibilités et valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée si la valeur probable de négociation à la clôture est inférieure au montant nominal des fonds placés.

#### 1.6. Fonds propres

Les fonds propres sont constitués :

- de la situation nette de l'IRT, composée de la dotation non consommable en fonds propres, des réserves, du report à nouveau et du résultat de l'exercice ;
- des fonds propres consommables et notamment des subventions d'investissement.

#### 1.7. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

#### 1.8. Dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

#### 1.9. Reconnaissance des Produits

Les produits sont constatés en résultat au fur et à mesure de l'engagement des charges correspondantes.

Pour ce qui concerne la subvention socle de l'ANR (ou « France 2030 structurel »), le rattachement à chaque exercice s'effectue au prorata de l'avancement effectif des projets approuvés par l'ANR entrant dans le périmètre de financement de l'IRT, selon les modalités de financement propres à chaque projet. La subvention reconnue en produits d'exploitation correspond au montant « acquis » dans l'exercice. La fraction de subvention reçue par

l'IRT excédant la fraction acquise à la fin de l'exercice et se rattachant ainsi aux exercices futurs est comptabilisée au bilan en produits constatés d'avance.

Les subventions d'exploitation provenant des autres financeurs sont également comptabilisées en produits d'exploitation en fonction de l'avancement des charges des activités qu'elles financent. La fraction de subvention attribuée à l'IRT excédant le montant acquis à la fin de l'exercice est comptabilisée au bilan en produits constatés d'avance.

Une approche similaire est retenue pour les apports de contributions des membres industriels de la fondation au titre des conventions pluriannuelles éligibles au système de fléchage sur les projets de l'IRT, ainsi qu'aux contributions au financement des projets des partenaires industriels non-membres de l'IRT. Les produits non consommés en totalité à la clôture sont comptabilisés en produits constatés d'avance. En revanche, les contributions non allouées aux projets de l'IRT sont intégralement comptabilisées en produits de l'exercice.

Les subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables sont enregistrées en fonds propres à la notification de la décision d'attribution, puis réintégrées au résultat au rythme de l'amortissement des biens financés.

#### 1.10. Charges et produits exceptionnels

Sont comptabilisés en charges et produits exceptionnels, les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel, non liés à l'exploitation normale et courante de l'IRT.

## 1. Faits caractéristiques de l'exercice

---

Les faits caractéristiques de l'exercice 2025 ont été les suivants :

- Un avenant n°8 à la convention de financement ANR a été signé, avec pour objet l'attribution d'un complément de financement Etat « France 2030 Spécifique » au titre de la stratégie « Digitalisation et décarbonation des mobilités » pour la réalisation du projet « Venffrais pilier 2 », portant son montant de 1,4 M€ à 10 M€.
- Un avenant n°9 à cette même convention en date du 9/12/2025 prolonge la date limite d'octroi du financement « France 2030 Structurel » au 30/06/2029.
- L'IRT Jules Verne a réalisé une activité recherche de 21,4 M€, globalement en baisse de -18% par rapport à l'exercice précédent.
- Au cours de l'exercice 2025, l'IRT Jules Verne a cédé à la société CGREEN les droits de propriété intellectuelle et les résultats issus des projets de recherche FORCE2-FORCE3 pour un montant de 250 k€. La créance résultant de cette cession a fait l'objet d'une conversion de créance comme suit :
  - Attribution de 1 500 actions de préférence pour un montant de 100 k€, représentant 3.53% du capital de la société.
  - Attribution 2 250 obligations remboursables en actions pour un montant de 150 k€.
- Cession à la société LM WIND POWER des droits de propriété intellectuelle et des résultats issus du projet ZEBRA pour un montant de 170 k€ et octroi d'une licence d'exploitation exclusive pour un montant de 50 k€.
- L'IRT Jules Verne a enregistré un résultat net après impôt en excédent de 309 k€.
- Le résultat de l'exercice 2025 a été déterminé sur la base d'une reconnaissance du produit de subvention France 2030 Structurel à hauteur de 34,3 % des charges éligibles. Le dépassement du taux plafond contractuel vis-à-vis de l'ANR (33,33%) a été autorisé exceptionnellement pour l'exercice par l'ANR sur demande de l'IRT.
- L'approbation par le conseil d'administration du lancement de 18 nouveaux projets de recherche avec financement ANR France2030 représentant un budget de plus de 37 M€ et l'obtention d'un projet financé par l'Europe.

## 2. Notes au Bilan

### 2.1. Immobilisations

Les immobilisations se décomposent comme suit :

#### 2.1.1. Analyse par poste comptable

##### Mouvements des immobilisations brutes

Désignation	Situation et mouvements			
	Montant brut début exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut fin exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Frais d'établissement et de développement				
- Concessions, brevets et droits similaires	873 091	10 681	0	883 772
- Fonds commercial				
- Autres immobilisations incorporelles				
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
<b>Total</b>	<b>873 091</b>	<b>10 681</b>	<b>0</b>	<b>883 772</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions & agencements	251 715	26 483	-22 820	255 377
- Inst. techniques, matériel & outillage industriels	19 409 416	1 123 749	-3 524 523	17 008 642
- Autres immobilisations corporelles	1 808 508	214 501	-5 138	2 017 872
- Immobilisations corporelles en cours	447 966	280 997	-447 966	280 997
- Avances et acomptes	50 344	19 797	-49 961	20 181
<b>Total</b>	<b>21 967 949</b>	<b>1 665 528</b>	<b>-4 050 408</b>	<b>19 583 069</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
- Participations	10 000			10 000
- Créances rattachées à des participations				
- T.I.A.P		252 303		252 303
- Autres titres immobilisés				
- Prêts & autres immobilisations financières	6 484		-909	5 575
<b>Total</b>	<b>16 484</b>	<b>252 303</b>	<b>-909</b>	<b>267 878</b>
<b>Total général</b>	<b>22 857 524</b>	<b>1 928 512</b>	<b>-4 051 316</b>	<b>20 734 720</b>

##### Ventilation des mouvements d'immobilisations brutes

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste	0	497 927		497 927
Virements de l'actif circulant				0
Acquisitions	10 681	1 167 601	252 303	1 430 585
Apports				0
Créations				0
Réévaluations				0
<b>Augmentations de l'exercice</b>	<b>10 681</b>	<b>1 665 528</b>	<b>252 303</b>	<b>1 928 512</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste		-497 927		-497 927
Virements vers l'actif circulant				0
Cessions		-2 601 250		-2 601 250
Scissions				0
Mises hors service	0	-951 231	-909	-952 140
<b>Diminutions de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>-4 050 408</b>	<b>-909</b>	<b>-4 051 316</b>

## Mouvements des amortissements

Désignation	Situation et mouvements					
	Durée d'utilisation (*)	Mode d'amortissement	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions	Amortissements fin exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>						
- Frais d'établissement et de développement	1-5 ans	Linéaire	790 602	36 799		827 401
- Concessions, brevets et droits similaires						
- Fonds commercial						
- Autres immobilisations incorporelles						
<b>Total</b>			<b>790 602</b>	<b>36 799</b>	<b>0</b>	<b>827 401</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>						
- Terrains	8-10 ans	Linéaire	177 540	11 977	-22 603	166 913
- Constructions & agencements	3-10 ans	Linéaire	18 129 933	1 645 824	-3 273 095	16 502 662
- Inst. techniques, matériel outillage industriels	3-5 ans	Linéaire	1 212 591	249 141	-5 138	1 456 595
- Autres immobilisations corporelles						
<b>Total</b>			<b>19 520 064</b>	<b>1 906 942</b>	<b>-3 300 836</b>	<b>18 126 170</b>
<b>Total général</b>			<b>20 310 666</b>	<b>1 943 741</b>	<b>-3 300 836</b>	<b>18 953 571</b>

(\*) sauf si matériel dédié à un projet de R&amp;D: durée jusqu'à la fin du projet

## Ventilation des mouvements d'amortissement des immobilisations

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des dotations</b>				
Compléments liés à une réévaluation				0
Sur éléments amortis selon mode linéaire	36 799	1 906 942		1 943 741
Sur éléments amortis selon un autre mode				0
Dotations exceptionnelles				0
<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>36 799</b>	<b>1 906 942</b>	<b>0</b>	<b>1 943 741</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Eléments transférés à l'actif circulant		0		0
Eléments cédés		-2 349 605		-2 349 605
Eléments mis hors service	0	-951 231		-951 231
<b>Diminutions de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>-3 300 836</b>	<b>0</b>	<b>-3 300 836</b>

## Mouvements des provisions pour dépréciation

Désignation	Provisions début exercice	Mouvements de l'exercice		Provisions fin exercice
		Dotations	Diminutions	
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	71 785		-71 785	0
Immobilisations financières				
<b>Total général</b>	<b>71 785</b>	<b>0</b>	<b>-71 785</b>	<b>0</b>

Les immobilisations pour lesquelles une dépréciation avait été constatée ayant été cédées en 2025, la dépréciation a été reprise en totalité.

2.1.2. Analyse par catégorie

Valeurs brutes	Début exercice	Mouvements de l'exercice		Fin exercice
		Acquisitions	Cessions/Virts	
Immobilisations dédiées sur projet	14 881 354	1 031 730	-1 102 670	14 810 415
Equipements structurants	4 649 378	0	-2 386 715	2 262 663
Moyens mutualisés	2 811 998	343 684	-63 096	3 092 586
Acomptes versés et immobilisations en-cours	498 310	300 795	-497 927	301 178
Immobilisations financières	16 484	252 303	-909	267 878
<b>Total</b>	<b>22 857 524</b>	<b>1 928 512</b>	<b>-4 051 316</b>	<b>20 734 720</b>

Amortissements	Début exercice	Mouvements de l'exercice		Fin exercice
		Dotations	Diminutions	
Immobilisations dédiées sur projet	13 980 319	1 544 900	-1 102 670	14 422 550
Equipements structurants	4 285 956	109 840	-2 137 767	2 258 029
Moyens mutualisés	2 044 391	289 001	-60 399	2 272 993
<b>Total</b>	<b>20 310 666</b>	<b>1 943 741</b>	<b>-3 300 836</b>	<b>18 953 571</b>

Dépréciation	Début exercice	Mouvements de l'exercice		Fin exercice
		Dotations	Diminutions	
Immobilisations dédiées sur projet				
Equipements structurants	69 070		-69 070	0
Moyens mutualisés	2 715		-2 715	0
<b>Total</b>	<b>71 785</b>	<b>0</b>	<b>-71 785</b>	<b>0</b>

<b>Valeur nette comptable</b>	<b>2 475 073</b>		<b>1 781 148</b>
-------------------------------	------------------	--	------------------

2.2. Filiales et participations

Désignation	Capitaux Propres	Quote-part de capital détenue	Valeur des titres détenus		Prêts et avances consentis	Engagements donnés	CA HT dernier exercice	Résultat du dernier exercice
			Brute	Nette				
<i>Filiales détenues à plus de 50%</i>								
SCI NAUTILUS - N° SIREN 853961712	-1 280 400	100%	10 000	10 000	1 442 000	8 099 431	945 790	44 192
<b>TOTAL</b>	<b>-1 280 400</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>1 442 000</b>	<b>8 099 431</b>	<b>945 790</b>	<b>44 192</b>

2.3. Stock et en-cours

Le poste stock et en-cours est constitué des avances et acomptes versés sur commandes.

## 2.4. Créances

	31/12/2025	31/12/2024
Clients	3 655 488	4 620 933
Clients - Factures à établir	1 628 907	1 931 215
Clients douteux	44 412	44 412
Avances et acomptes sur commande	142 270	294 454
État - Subvention à recevoir	7 459 582	2 105 003
Europe - Subvention à recevoir	1 904 608	2 415 586
Région - Subvention à recevoir	1 070 000	1 673 600
Nantes Métropole - Subvention à recevoir	552 000	966 000
Autres subventions à recevoir	529 476	638 140
Etat - TVA déductible / à régulariser	1 111 115	2 509 315
Compte courant SCI NAUTILUS	1 442 000	1 569 241
Organismes sociaux & divers	19 472	15 458
<b>Total Créances</b>	<b>19 559 328</b>	<b>18 783 356</b>

## 2.5. Trésorerie

La trésorerie de la Fondation est placée sur des supports non spéculatifs de type compte courant, compte à terme, produit de placement structuré à capital garanti à l'échéance, livret associatif ou fonds commun de placement de trésorerie.

	31/12/2025	31/12/2024
OPCVM	1 000 000	-
Obligations - Titres cotés	1 000 000	1 000 000
Intérêts courus s/oblig., bons et valeurs assimilées	6 363	5 142
<b>s/total Valeurs mobilières de placement:</b>	<b>2 006 363</b>	<b>1 005 142</b>
Compte courant	477 055	1 163 863
Livret associatif	41 541	1 843 614
Comptes à terme	14 250 000	8 000 000
Intérêts courus	635 624	375 343
<b>s/total Disponibilités:</b>	<b>15 404 220</b>	<b>11 382 819</b>
<b>Total</b>	<b>17 410 583</b>	<b>12 387 961</b>

## 2.6. Fonds propres

La variation des fonds propres s'analyse comme suit :

	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat de l'exercice antérieur	Résultat de l'exercice	Variation des subventions d'invest.	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres	1 000 000	-	-	-	1 000 000
Report à nouveau	3 793 616	551 905	-	-	4 345 521
Résultat de l'exercice	551 905	- 551 905	309 308	-	309 308
<b>Total Situation nette</b>	<b>5 345 521</b>	<b>-</b>	<b>309 308</b>	<b>-</b>	<b>5 654 829</b>
Subventions d'investissement Région Pays de Loire	327 013	-	-	5 356	332 369
Subventions d'investissement Nantes Métropole	11 013	-	-	- 10 103	910
Subventions d'investissement FEDER (Europe)	203 987	-	-	- 203 027	960
<b>Total Subventions d'investissement</b>	<b>542 013</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 207 774</b>	<b>334 239</b>
<b>Total Fonds Propres</b>	<b>5 887 534</b>	<b>-</b>	<b>309 308</b>	<b>- 207 774</b>	<b>5 989 068</b>

## Variation des subventions d'investissement en fonds propres

Origine	Financier	Objet	31/12/2024	Augm.	Amort.	Réduction	31/12/2025
EUROPE	FEDER	Presse injection robotisée	49 363		-49 363		0
		Plateau Composites	11 681		-10 721		960
		Réservoir stockage H2 (annulée)	142 943		232 057	-375 000	0
		<i>s/total subv° Europe</i>	203 987	0	171 973	-375 000	960
COLLECTIVITES	Région Pays de Loire	Banc d'essai et fabrication additive	37 046		-36 851		196
		Presse injection 1300t robotisée	50 374		-50 374		0
		Plateforme Simulation & Modélisation	24 356		-16 363		7 993
		Equipt plateformes R&D 2020-2022	20 353		-19 931		422
		Equipt plateformes R&D 2021-2023	20 307		-13 990		6 318
		Equipt stockage H2 2023-2025	70 519		-66 301		4 218
		Equipt plateformes R&D 2023-2025	104 058		-93 929		10 129
		Equipt plateformes R&D 2025-2026	0	320 000	-16 905		303 095
		<i>s/total subv° Région PDL:</i>	327 013	320 000	-314 644	0	332 369
COLLECTIVITES	Nantes Métropole	Plateforme Composites	11 013		-10 103		910
		<i>s/total subv° Nantes Métropole:</i>	11 013	0	-10 103	0	910
Total Subventions d'investissement			542 014	320 000	-152 774	-375 000	334 239

Les subventions de la région Pays de la Loire (332 369 € net) correspondent à divers financements attribués au titre des Pôles d'innovation portant sur des équipements et des installations de recherche : plateforme de simulation, stockage H2, subvention générique plateformes R&D (320 000 € attribués en 2025).

La subvention de Nantes Métropole (910 € net, pas d'attribution nouvelle) porte sur les moyens d'une plateforme Composites.

Le FEDER est intervenu en complément des financements de la région Pays de la Loire et de Nantes Métropole (960 € net). Une subvention de 375 000 € relative à des équipements de stockage d'hydrogène qui avait été attribuée en 2024 a été annulée par le FEDER ex-post pour défaut de critère d'incitativité. L'amortissement correspondant a été repris.

Les subventions d'investissement sont réintégrées en résultat au rythme de l'amortissement des immobilisations concernées.

## 2.7. Provisions

Tableau des provisions

	A l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises		A la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non Utilisées	
Provisions pour risques	35 764	1 735	- 24 140	- 10 771	2 588
Provision pour charges sur indemnités de fin de carrière	374 059	45 305	-	-	419 364
Autres provisions pour charges			-	-	-
<b>Total provisions pour risques et charges</b>	<b>409 823</b>	<b>47 040</b>	<b>- 24 140</b>	<b>- 10 771</b>	<b>421 952</b>

Tableau des dépréciations

	A l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises	A la clôture de l'exercice
Sur immobilisations corporelles	71 785	-	- 71 785	-
Sur immobilisations financières	-	-	-	-
Sur Clients et comptes rattachés	37 010	-	-	37 010
Sur autres	-	-	-	-
<b>Total Provisions pour dépréciations</b>	<b>108 795</b>	<b>-</b>	<b>- 71 785</b>	<b>37 010</b>

Commentaires :

Comptes Annuels 2025 • Fondation de Coopération Scientifique IRT Jules Verne • SIREN N°750801771

19

**IRT JULES VERNE**

1 Mail des 20.000 Lieues, 44 340 Bouguenais. France



LE FUTUR  
DE VOS USINES



- Une provision pour risques de perte à terminaison sur contrat a été constituée pour différentes affaires de prestations de recherche à marge négative en cours à la clôture pour un total de 2 588 €.
- Provision pour charges sur indemnités de fin de carrière :

Les employés de l'IRT Jules Verne sont assujettis à la convention collective de la métallurgie et bénéficient à ce titre d'indemnités de fin de carrière (IFC) au moment de leur départ en retraite. Les employés quittant l'IRT avant cette date ne peuvent prétendre à ces indemnités.

Les engagements de l'IRT Jules Verne au titre des IFC ont été évalués à 419 364 € au 31/12/2025 et comptabilisés conformément à la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables. La fondation comptabilise linéairement l'intégralité des engagements déterminés de manière actuarielle pendant toute la durée d'acquisition conditionnelle des droits conférés aux bénéficiaires, tout en probabilisant les risques que les salariés quittent la fondation avant leur départ en retraite.

Conformément à la recommandation ANC 2013-02 modifiée le 5 novembre 2021, la fondation continue (méthode 1) la répartition linéaire du coût de l'engagement sur toute la carrière du salarié, depuis sa date d'embauche.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Tous les départs sont supposés à l'initiative du salarié (départ volontaire)
- Les indemnités sont soumises à charges sociales à 55,40 % pour les cadres et 52,50% pour les non-cadres
- Taux d'actualisation : 3,80% (taux Iboxx Corporate AA10+ duration 15 ans), au lieu de 3,40 % en 2024
- Taux d'inflation : 2 %
- Taux de progression des salaires : 3 %
- Taux moyen de mobilité : 7,01%
- Age de départ en retraite est l'âge auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires pour liquider sa retraite à taux plein.
- Table de mortalité : INSEE 2019-2021 TV/TD
- La réforme des retraites d'avril 2023 a été prise en compte pour ce qui concerne l'allongement de la durée de cotisation affectant les générations de 1961 à 1972.
- La provision pour dépréciation des immobilisations constituée en 2023 relative au banc d'essais multi-vérins installé à l'ENSAM d'Angers a été reprise intégralement pour 71 785 € au moment de la cession de l'équipement.
- La dépréciation des comptes clients couvre la totalité du poste clients douteux. La provision de 37 010 € est restée inchangée sur l'exercice.

La totalité des mouvements de provisions affecte le résultat courant.

**2.8. Dettes**

	31/12/2025	31/12/2024
Dettes fournisseurs	602 336	1 332 946
Fournisseurs - factures non parvenues	5 170 043	5 149 443
Dettes sociales	2 326 069	2 236 307
Etat - TVA collectée / à décaisser	884 780	822 312
Impôt sur les bénéfices	28 646	18 289
Autres impôts et taxes	131 750	90 364
Dettes sur immobilisations	79 819	47 754
Avances et acomptes reçus s/commandes	-	70 000
Autres dettes et divers	367 632	629 485
<b>Total Dettes</b>	<b>9 591 076</b>	<b>10 396 899</b>

**2.9. Charges à payer**

	31/12/2025	31/12/2024
Fournisseurs – factures non parvenues	5 170 043	5 149 443
Provision pour congés payés	756 774	721 401
Provisions sur salaires	444 677	397 672
Provisions charges sociales	611 999	595 457
Provision CET / Autres taxes	94 257	54 723
Fourn. d'immobilisations – fact. non parvenues	-	-
<b>Total Charges à payer</b>	<b>7 077 750</b>	<b>6 918 696</b>

**2.10. Produits constatés d'avance**

Les produits constatés d'avance comprennent :

- la fraction non consommée de la subvention ANR France 2030 :

PCA s/subvention ANR France 2030	31/12/2025	31/12/2024
<b>Solde à l'ouverture</b>	<b>3 537 952</b>	<b>6 627 082</b>
<b>dont Subv° France 2030 Structurel :</b>		
<b>Solde à l'ouverture</b>	<b>2 582 172</b>	<b>6 627 082</b>
Subvention reçue sur la période	7 324 489	5 724 090
Consommation de l'exercice à l'avancement	- 7 857 000	- 9 769 000
<b>Variat° PCA</b>	<b>- 532 511</b>	<b>- 4 044 910</b>
<b>Solde à la clôture</b>	<b>2 049 661</b>	<b>2 582 172</b>
<b>dont Subv° France 2030 Spécifique :</b>		
<b>Solde à l'ouverture</b>	<b>955 780</b>	<b>-</b>
Subvention attribuée sur la période	8 620 163	1 376 699
Consommation de l'exercice à l'avancement	- 970 550	- 420 919
<b>Variat° PCA</b>	<b>7 649 613</b>	<b>955 780</b>
<b>Solde à la clôture</b>	<b>8 605 393</b>	<b>955 780</b>
<b>Solde à la clôture</b>	<b>10 655 054</b>	<b>3 537 952</b>

- la fraction non consommée des autres subventions :

PCA s/autres subventions	31/12/2024	Attributions	Consommation	31/12/2025
Europe	3 021 040	410 655	- 1 461 757	1 969 938
Autres Etat	1 909 084	861 481	- 881 985	1 888 580
Région Pays de Loire	553 384	278 886	- 309 108	523 162
Nantes Métropole	1 003 218	- 41 084	- 294 581	667 553
Autres organismes	11 412	279 573	- 225 512	65 473
<b>Total PCA s/autres subventions</b>	<b>6 498 138</b>	<b>1 789 511</b>	<b>- 3 172 943</b>	<b>5 114 706</b>

- la fraction des contributions des membres et partenaires privés relative aux exercices futurs :

PCA s/contributions & autres produits Privés	31/12/2025	31/12/2024
<b>Solde à l'ouverture</b>	<b>7 414 236</b>	<b>9 572 824</b>
<i>dont contributions fléchées sur projets R&amp;D reconnues à l'avancement:</i>		
<b>Solde à l'ouverture</b>	<b>7 019 802</b>	<b>9 144 851</b>
Contributions fléchées s/projets R&D de l'exercice	7 138 102	9 191 037
Consommation de l'exercice à l'avancement	- 7 974 655	- 11 316 086
Excédit consom./contrib. projet emblémat. en FAE	731 140	
<b>Variat° PCA s/contributions fléchées de l'exercice</b>	<b>- 105 413</b>	<b>- 2 125 049</b>
<b>Solde à la clôture</b>	<b>6 914 388</b>	<b>7 019 802</b>
<i>dont autres produits (licences, ressourcement, autres) :</i>		
<b>Solde à l'ouverture</b>	<b>394 434</b>	<b>427 973</b>
Variation PCA s/autres produits Privés	269 395	- 33 539
<b>Solde à la clôture</b>	<b>663 830</b>	<b>394 434</b>
<b>Solde à la clôture</b>	<b>7 578 218</b>	<b>7 414 236</b>

## 2.11. Produits à recevoir

	31/12/2025	31/12/2024
Clients - Factures à établir	1 628 907	1 931 215
Fourn. RRRO et avoirs non reçus	4 554	5 178
CCT SCI Nautilus - Intérêts courus	-	107 241
Intérêts courus s/oblig., bons et valeurs assimilées	6 363	5 142
Intérêts courus à recevoir	635 624	375 343
<b>Total Produits à recevoir</b>	<b>2 275 448</b>	<b>2 424 119</b>

2.12. Autres informations

## Etat des créances par échéance

	Montant brut	A 1 an au plus	Plus d'1 an
Autres immobilisations financières	7 877	-	7 877
Avances et acomptes versés	142 270	142 270	-
Clients et comptes rattachés	5 328 806	5 328 806	-
Etat et collectivités - Impôts sur les bénéfices	-	-	-
Etat et collectivités - Subventions à recevoir	11 515 665	4 262 663	7 253 001
Etat - TVA déductible / à régulariser	1 111 115	1 111 115	-
Compte courant associé NAUTILUS	1 442 000	1 442 000	-
Fournisseurs & divers	19 472	19 472	-
Charges constatées d'avance	636 024	478 111	157 913
<b>Total Créances</b>	<b>20 203 229</b>	<b>12 784 438</b>	<b>7 418 791</b>

## Etat des dettes par échéance

	Montant brut	A 1 an au plus	Plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	5 772 379	5 772 379	-	-
Dettes fiscales et sociales	3 371 245	3 371 245	-	-
Dettes s/immobilisations et rattachés	79 819	79 819	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-	-
Autres dettes	367 632	367 632	-	-
Produits constatés d'avance	23 347 978	15 323 535	7 992 683	31 760
<b>Total Dettes</b>	<b>32 939 054</b>	<b>24 914 611</b>	<b>7 992 683</b>	<b>31 760</b>

### 3. Notes au Compte de résultat

#### 4.1. Chiffres d'affaires

Le poste de chiffres d'affaires comprend principalement les contributions financières apportées à l'IRT par les membres et les partenaires industriels non-membres (prestations R&D coopérative), ainsi que par les clients d'une façon plus générale (prestations R&D commerciales), qui constituent la contrepartie des travaux de R&D confiés à l'IRT.

Le chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

	31/12/2025	31/12/2024
Contribut° membres & parten. fléchées s/projets R&D	8 360 508	11 494 417
Contribut° membres & partenaires mutualisées	587 889	699 465
Prestations R&D commerciales	1 224 893	1 267 097
Concession Licences d'exploitation	23 057	18 996
Produits des activités annexes	210 824	139 729
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>10 407 172</b>	<b>13 619 704</b>

#### 4.2. Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation comprennent :

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Subventions d'exploitation:</b>		
Subvention ANR France 2030 Structurel	7 857 000	9 769 000
Subvention ANR France 2030 Spécifique	970 550	420 919
Autres subventions Etat	1 080 615	415 989
Subventions Europe	1 461 757	1 488 879
Subventions Région Pays de Loire	309 108	320 727
Subventions Nantes Métropole	294 581	196 899
Subventions diverses	26 882	54 018
<b>Total Subventions d'exploitation</b>	<b>12 000 493</b>	<b>12 666 430</b>
<b>Subventions d'investissement:</b>		
Amortissement subventions Europe (FEDER)	- 171 973	-
Amortissement subventions Région Pays de Loire	314 644	-
Amortissement subventions Nantes Métropole	10 103	-
<b>Total Subventions d'investissement</b>	<b>152 774</b>	<b>-</b>
<b>Total Subventions</b>	<b>12 153 267</b>	<b>12 666 430</b>

#### 4.3. Produits exceptionnels

Aucun produit ne répondant à la nouvelle définition des produits exceptionnels suite à l'application du règlement ANC 2022-06 n'a été constaté au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Nous présentons pour information le comparatif entre l'exercice 2024 et 2025 dans le tableau ci-dessous. En 2024, les produits exceptionnels étaient essentiellement constitués des quotes-parts des subventions d'investissement reprises au compte de résultat.

	31/12/2025	31/12/2024
Amortissement subventions Europe (FEDER)	-	266 852
Amortissement subventions Région PDL	-	1 126 799
Amortissement subventions Nantes Métropole	-	19 484
<b>s/total amortissement subv° d'investissement</b>	<b>-</b>	<b>1 413 136</b>
Produit de cession des éléments d'actif	-	1 680
Autres produits except. s/opérations de gestion	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>1 414 816</b>

#### 4.4. Impôt sur les bénéfices

##### Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel

Tableau de ventilation de l'impôt société	Montant brut	Impôt			
		Théorique	Report déficitaire à imputer	Compensation	Dû
Résultat fiscal courant	312 407	78 102	0	0	78 102
Résultat exceptionnel (+participation)	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>312 407</b>	<b>78 102</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>78 102</b>
Crédits / créances d'impôt					-49 456
Impôt payé					28 646

##### Situation fiscale latente et conditionnelle

	Taux normal	Taux réduit	Autres
<b>A - Accroissement de la dette future d'impôt</b>			
Néant			
<b>Bases (A):</b>	0	0	0
<b>B - Allègement de la dette future d'impôt</b>			
Provisions et charges non déductibles temporairement	456 662		
Décalage sur écart de valeurs liquidatives d'OPCVM	804		
Déficit reportable à imputer	0		
<b>Bases (B):</b>	457 466	0	0
<b>Bases (A)-(B):</b>	-457 466	0	0
<b>Impôt correspondant :</b>	<b>-114 367</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Soit un allègement futur d'impôt de :</b>			<b>-114 367</b>

## 4. Engagements hors bilan

### 4.1. Engagements au titre des contrats de projets

Compte tenu de l'avancement réalisé, le reste à faire sur les projets collaboratifs de recherche propre de l'IRT actifs à la fin de l'exercice est de 38,6 M€, valorisé en coûts complets.

Le reste à faire sur les projets issus des appels à projets de l'Union Européenne s'élève à 3,1 M€.

Le reste à faire sur les projets issus des appels à projets nationaux s'élève à 4 M€.

### 4.2. Autres engagements

L'IRT est engagé jusqu'au 30/06/2034 à l'égard de sa filiale SCI Nautilus au titre de la sous-location de l'immeuble où son siège social est domicilié :

	Total restant	dont < 1 an	dont 2-5 ans	dont > 5 ans
Loyer	7 249 431	852 874	3 411 497	2 985 060
Provision charges locatives	850 000	100 000	400 000	350 000
<b>Total engagement :</b>	<b>8 099 431</b>	<b>952 874</b>	<b>3 811 497</b>	<b>3 335 060</b>

## 5. Événements post-clôture

---

Aucun.



## 6. Autres informations

### 6.1. Rémunération des dirigeants

Les rémunérations allouées aux organes d'administration et de direction à raison de leur fonction ne sont pas communiquées car ceci reviendrait à divulguer des informations individuelles.

### 6.2. Honoraires du Commissaire aux comptes

	RSM France
Honoraires afférents à la certification des comptes	22 350
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	3 550
<b>Total</b>	<b>25 900</b>

### 6.3. Effectif

Catégorie	Effectif 2025	Effectif 2024
Employés	-	-
Techniciens et Agents de maîtrise	19	19
Ingénieurs et Cadres	119	116
<b>Total</b>	<b>138</b>	<b>135</b>

o o  
o